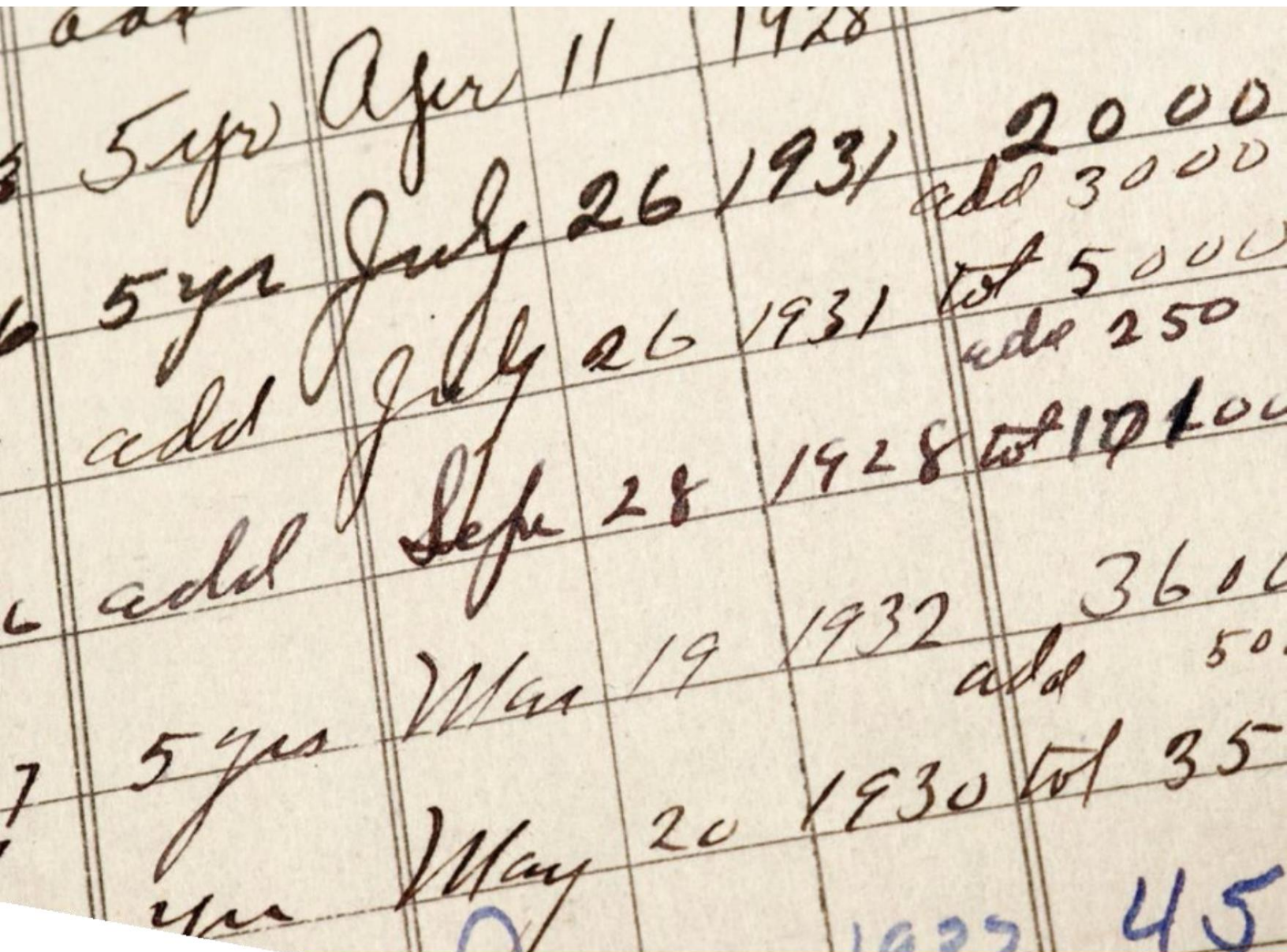


INTRODUCTION TO IPSAS



A handwritten ledger on graph paper. The entries are as follows:

	Date	Description	Amount
	Apr 11 1928		
5 yr			2000
	July 26 1931	add	3000
		tot	5000
	July 26 1931	add	250
	Sept 28 1928	tot	10100
	Mar 19 1932	add	50
5 yrs			3600
	May 20 1930	tot	35
			45

Contents

Première adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice	2
Première adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice	3
Structure du module	3
IPSAS 33 – Objectif.....	3
IPSAS 33 – Champ d'application.....	4
IPSAS 33 – Champ d'application et définitions.....	5
IPSAS 33 – Comptabilisation et évaluation.....	6
IPSAS 33 – Exceptions à l'application rétrospective des IPSAS.....	7
IPSAS 33 – Passable Présentation et conformité aux IPSAS	7
IPSAS 33 – Exemptions facultatives.....	8
IPSAS 33 – Exemptions affectant la présentation fidèle et la conformité	9
IPSAS 33 – Exemptions n'affectant pas la présentation fidèle et la conformité.....	11
IPSAS 33 - Informations à fournir	16
IPSAS 33 – Couverture globale.....	16
Informations utiles en cas de première adoption.....	17
Questions pratiques	18
Défis.....	19
Facteurs de succès critiques.....	19
Cours	20
Approche du risque	20
personnes.....	20
Soutien politique.....	21
Questions pratiques : actifs courants	21
Questions pratiques : actifs non courants.....	22
Questions pratiques : passifs courants	22
Questions pratiques : passifs non courants.....	23
Questions pratiques : Actif net / Capitaux propres.....	23
Ajustements par excédent ou déficit accumulé.....	24
Discussions et questions.....	24
Questions de révision.....	25
Réponses aux questions de révision.....	26

First-time Adoption of Accrual Basis IPSAS

First-time Adoption of Accrual Basis IPSAS

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

www.ipsasb.org

Structure of Module

- IPSAS 33 Première adoption de la comptabilité d'exercice Comptabilité internationale du secteur public Normes® (IPSAS)
- Questions pratiques

Il y a deux sections dans ce module. La première section expose les exigences de [la norme IPSAS 33, Première adoption des normes comptables internationales du secteur public \(IPSAS\) selon la méthode de la comptabilité d'exercice](#). La deuxième section intègre une discussion des questions pratiques à résoudre lors de la transition vers les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice.

IPSAS 33 – Objective

- Les états financiers comprendront des informations :
 - Qui fournit des rapports transparents sur la transition d'un premier adoptant vers la comptabilité d'exercice base IPSAS;
 - Qui fournit un point de départ approprié pour la comptabilité selon la comptabilité d'exercice base IPSAS, quelle que soit la base comptable utilisée par le premier adoptant avant la date d'adoption; et
 - Lorsque les avantages devraient dépasser les coûts.

L'objectif d'IPSAS 33 est de fournir des indications qui permettent à un premier adoptant les IPSAS selon la comptabilité d'exercice de fournir des informations utiles aux utilisateurs de ses états financiers pendant la période de transition vers les IPSAS selon la comptabilité d'exercice.

IPSAS 33 reconnaît que le processus d'adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice pour la première fois peut s'avérer difficile pour certaines entités et prendre plusieurs années. IPSAS 33 vise à garantir que les utilisateurs des états financiers disposent des informations dont ils auront besoin, notamment :

- Quels éléments ont été inclus dans les états financiers et sur quelle base ils ont été inclus. été inclus;
- Quels éléments n'ont pas encore été inclus dans les états financiers ? et
- Les progrès réalisés vers la pleine conformité aux IPSAS.

IPSAS 33 – Objective

- Aborde différents types de transition vers les normes IPSAS en matière de comptabilité d'exercice.
- Le point de départ de la transition peut être un rapport sur :
 - Une base de trésorerie
 - Une comptabilité d'exercice dans un autre cadre de reporting
 - Une version modifiée de la comptabilité de caisse ou de la comptabilité d'exercice

IPSAS 33 reconnaît qu'il n'existe pas de point de départ commun pour les nouveaux adoptants des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces entités peuvent présenter leurs états financiers selon la méthode de comptabilité de caisse ; une méthode de comptabilité d'exercice utilisant un cadre de reporting différent des IPSAS ; ou une version modifiée de la comptabilité de caisse ou d'exercice.

De même, il n'existe pas de chemin défini entre la base de reporting actuelle et les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice. IPSAS 33 vise à offrir une flexibilité suffisante pour permettre à chaque entité d'adopter la voie la plus adaptée à sa situation, tout en garantissant que le premier adoptant présente des informations de haute qualité aux utilisateurs de ses états financiers.

IPSAS 33 – Scope

- S'applique à compter de la date à laquelle le premier adoptant adopte les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice et pendant la période de transition
- IPSAS 33 est la dernière étape du processus d'adoption
- Feuille de route/plan nécessaire pour atteindre ce point

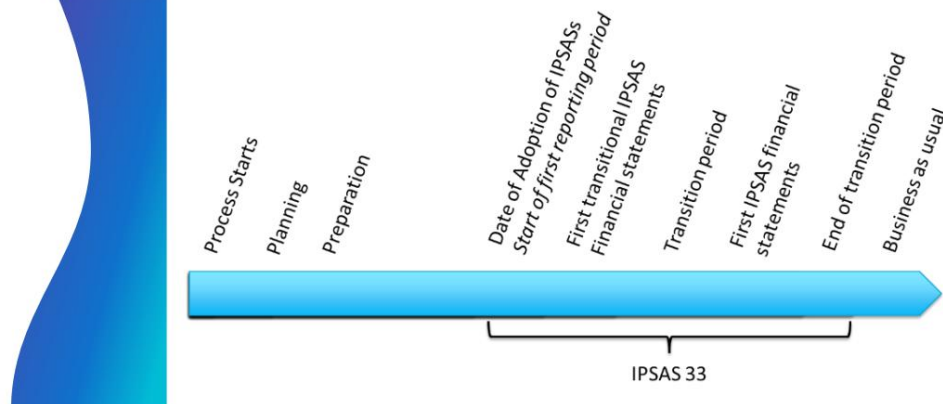
IPSAS 33 s'applique aux entités préparant et présentant leurs états financiers annuels lors de l'adoption des IPSAS selon la comptabilité d'exercice et pendant la transition vers celles-ci. IPSAS 33 ne s'applique pas aux entités qui ont présenté antérieurement des états financiers contenant une déclaration explicite et sans réserve de conformité aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Pour de nombreuses entités, IPSAS 33 viendra à la fin du processus d'adoption des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Il y aura probablement beaucoup de travail préparatoire à entreprendre avant qu'une entité soit en mesure de présenter des états financiers selon la comptabilité d'exercice IPSAS, et donc d'entrer dans le champ d'application d'IPSAS 33. Jusqu'à ce qu'une entité soit prête à présenter des états financiers selon la comptabilité d'exercice IPSAS, IPSAS 33 ne s'applique pas.

Les entités devront préparer une « feuille de route » détaillée et un plan de projet pour leur permettre d'achever les travaux préparatoires et de commencer à préparer les états financiers conformément à IPSAS 33.

IPSAS 33 – Scope and Definitions

Le schéma suivant illustre le champ d'application d'IPSAS 33 :



IPSAS 33 définit les termes suivants, dont certains sont utilisés dans le diagramme ci-dessus.

La date d'adoption des IPSAS est la date à laquelle une entité adopte les IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice pour la première fois et correspond au début de la période de reporting au cours de laquelle le premier adoptant adopte les IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice et pour laquelle l'entité présente ses premiers états financiers transitoires selon les IPSAS, ou ses premiers états financiers IPSAS.

Le coût présumé est un montant utilisé comme substitut au coût d'acquisition ou au coût amorti à une date donnée.

Les premiers états financiers IPSAS sont les premiers états financiers annuels dans lesquels une entité se conforme à la méthode de la comptabilité d'exercice IPSAS et peut faire une déclaration explicite et sans réserve de conformité à ces IPSAS parce qu'elle a adopté une ou plusieurs des exemptions transitoires de cette IPSAS qui n'affectent pas la présentation fidèle des états financiers et sa capacité à affirmer la conformité aux normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice.

Le premier adoptant est une entité qui adopte les IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice pour la première fois et présente ses premiers états financiers IPSAS transitoires ou ses premiers états financiers IPSAS.

L'état de la situation financière d'ouverture est l'état de la situation financière d'un premier adoptant à la date d'adoption des IPSAS.

La période de transition est la période pendant laquelle un premier adoptant applique une ou plusieurs des exemptions de la présente IPSAS avant de se conformer aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice et avant de pouvoir faire une déclaration explicite et sans réserve de sa conformité aux IPSAS.

La méthode comptable antérieure est la méthode comptable qu'un premier adoptant utilisait immédiatement avant d'adopter les IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les états financiers IPSAS transitoires sont les états financiers préparés conformément à cette IPSAS dans lesquels un premier adoptant ne peut pas faire une déclaration explicite et sans réserve de conformité avec d'autres IPSAS parce qu'il a adopté une ou plusieurs des exemptions transitoires de cette IPSAS qui affectent la présentation fidèle des états financiers et sa capacité à affirmer la conformité aux normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice.

IPSAS 33 comprend également des indications supplémentaires sur ces termes.

Il est important de noter que IPSAS 33 définit deux jeux d'états financiers. Les premières IPSAS d'une entité

Les états financiers sont les premiers états financiers annuels dans lesquels une entité se conforme aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice et peut faire une déclaration explicite et sans réserve de conformité à ces IPSAS. Pour de nombreuses entités, il ne s'agira pas des premiers états financiers publiés conformément à IPSAS 33. De nombreuses entités bénéficieront dans un premier temps des exemptions transitoires prévues par IPSAS 33 qui affectent la présentation fidèle et la conformité aux IPSAS. Dans ces circonstances, une entité ne pourra pas prétendre être conforme aux IPSAS et décrira ses états financiers comme des états financiers IPSAS transitoires.

IPSAS 33 – Recognition and Measurement

- État de la situation financière d'ouverture
 - A la date d'adoption des IPSAS
- Les règles comptables
 - Les IPSAS sont appliquées de manière rétrospective, sauf lorsque IPSAS 33 l'exige ou le permet. approche alternative
 - Appliqué de manière cohérente à toutes les périodes, sauf dans les cas spécifiés dans IPSAS 33
 - Sont modifiés pendant la période de transition à mesure que l'entité cesse de recourir aux exemptions

IPSAS 33 exige qu'un premier adoptant prépare et présente un état de la situation financière d'ouverture à la date d'adoption des IPSAS. C'est le point de départ de sa comptabilité selon la comptabilité d'exercice IPSAS.

Sauf si IPSAS 33 l'exige ou le permet, un premier adoptant prépare son état de la situation financière d'ouverture en :

- a) Comptabilisation de tous les actifs et passifs dont la comptabilisation est requise par les IPSAS ;
- b) Ne pas comptabiliser des éléments comme actifs ou passifs si les IPSAS ne permettent pas une telle comptabilisation ;
- c) Reclassement des éléments qu'il a comptabilisés conformément au référentiel comptable précédent comme un seul type d'actif, de passif ou de composante de l'actif net/des capitaux propres, mais constituent un type différent d'actif, de passif ou composante de l'actif net/capitaux propres conformément aux IPSAS ; et
- d) Appliquer les IPSAS pour évaluer tous les actifs et passifs comptabilisés.

Cette exigence confirme que le principe général de l'application rétrospective s'applique à la première adoption des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice. À moins que l'IPSAS 33 n'exige (ou n'autorise) une approche alternative, les IPSAS sont appliquées de manière rétrospective. En d'autres termes, les éléments sont comptabilisés dans les états financiers comme s'ils avaient toujours été comptabilisés selon les normes IPSAS.

IPSAS 33 confirme que, généralement, un premier adoptant appliquera les mêmes méthodes comptables dans son état de la situation financière d'ouverture et tout au long de toutes les périodes présentées. Des exceptions à ce principe peuvent survenir lorsqu'un premier adoptant profite des exemptions autorisées par IPSAS 33. Dans de tels cas, les méthodes comptables peuvent devoir être modifiées d'une période à l'autre à mesure que le premier adoptant commence à comptabiliser, évaluer et /ou présenter des éléments conformément aux IPSAS.

Toute nouvelle IPSAS qui entre en vigueur pendant la période de transition est appliquée par le premier adoptant à compter de la date à laquelle la nouvelle IPSAS entre en vigueur.

IPSAS 33 – Exceptions to retrospective application of IPSAS

- Des estimations cohérentes avec les estimations faites conformément à la base précédente de comptabilité
 - Ajusté pour refléter les différences dans les méthodes comptables
- Informations complémentaires après la date d'adoption des IPSAS traitées comme un événement sans ajustement
- Estimations requises pour les éléments non comptabilisés selon la méthode comptable précédente
 - Refléter les conditions à la date d'adoption des IPSAS ou à la date de la période de transition si reconnu plus tard

IPSAS 33 comprend certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IPSAS aux estimations faites par le premier adoptant.

Les estimations doivent être cohérentes avec les estimations faites conformément à la méthode comptable précédente, même si elles peuvent devoir être ajustées pour refléter les différences de méthodes comptables. Un premier adoptant peut recevoir des informations après la date d'adoption des IPSAS sur les estimations qu'il avait faites selon son précédent référentiel comptable. Ceci est traité de la même manière que les événements postérieurs à la période de reporting sans ajustement, conformément à [IPSAS 14, Événements postérieurs à la période de reporting](#). En d'autres termes, tout ajustement comptabilisé du fait de la réception de l'information est comptabilisé dans l'exercice au cours duquel l'information est reçue ; les périodes antérieures ne sont pas retraitées.

Un premier adoptant peut devoir faire des estimations qui n'étaient pas requises selon le référentiel comptable précédent. Ces estimations doivent refléter les conditions qui existaient à la date d'adoption des IPSAS (ou à la date pendant la période de transition où les éléments sont comptabilisés après la date d'adoption des IPSAS). En particulier, les estimations des prix du marché, des taux d'intérêt ou des taux de change doivent refléter les conditions du marché à cette date. Pour les actifs non financiers, tels que les immobilisations corporelles, les estimations concernant la durée d'utilité, la valeur résiduelle ou l'état de l'actif reflètent les attentes et le jugement de la direction à la date d'adoption des IPSAS ou à la date de la période de transition.

IPSAS 33 – Fair Presentation and Compliance with IPSAS

- Les premiers états financiers IPSAS d'un premier adoptant doivent présenter fidèlement : les états financiers situation, performance financière et flux de trésorerie de l'entité
- Certaines exemptions affectent la présentation fidèle et la conformité aux IPSAS.
 - Si vous utilisez ces exemptions, préparez des états financiers transitoires selon les normes IPSAS.
- Tenir compte de l'importance relative lors de l'évaluation de la présentation fidèle et de la conformité.

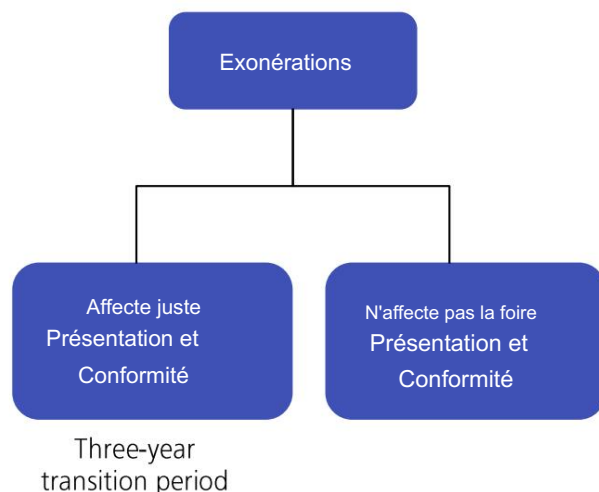
Les premiers états financiers IPSAS d'un premier adoptant doivent présenter fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Certaines des exemptions prévues par IPSAS 33 affecteront la présentation fidèle des états financiers et la capacité du premier adoptant à affirmer sa conformité avec la méthode de la comptabilité d'exercice IPSAS, jusqu'à ce que les exemptions qui prévoyaient l'allègement aient expiré et/ou lorsque les éléments concernés soient comptabilisés. et/ou mesurés conformément aux IPSAS applicables (selon la première éventualité).

Jusqu'à ce que le premier adoptant soit en mesure d'affirmer sa conformité aux IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice, il doit préparer des états financiers transitoires selon les IPSAS. Un premier adoptant ne peut revendiquer une conformité totale aux IPSAS que s'il s'est conformé à toutes les exigences des IPSAS applicables à compter de cette date (à l'exception des exemptions autorisées par IPSAS 33 qui n'affectent pas la présentation fidèle et la conformité).

Lorsqu'elle évalue si elle peut présenter fidèlement sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie, une entité doit prendre en compte le caractère significatif. Par exemple, un nouvel adoptant peut adopter la période transitoire de trois ans pour la comptabilisation et la mesure des amendes routières, car les données disponibles sur la valeur des amendes émises et radiées sont insuffisantes. Si l'entité ne bénéficie d'aucun autre allègement et que les produits provenant des amendes ne sont pas significatifs par rapport aux états financiers dans leur ensemble, l'entité peut conclure qu'en adoptant l'exemption et les dispositions transitoires, la présentation fidèle et le respect des Les IPSAS ne seront pas affectées. En conséquence, le premier adoptant sera toujours en mesure d'obtenir une image fidèle et d'affirmer sa conformité aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice à la date d'adoption des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice ou pendant la période de transition.

IPSAS 33 – Optional Exemptions

Jusqu'à présent, ce module a fait référence aux exemptions offertes par IPSAS 33. Celles-ci sont maintenant abordées plus en détail.



IPSAS 33 – Exemptions affecting Fair Presentation and Compliance

- Dispense de trois ans pour la comptabilisation et/ou l'évaluation des actifs et passifs :
 - Inventaires
 - Immeubles de placement ○
 - Immobilisations corporelles ○ Régimes à prestations définies et autres avantages du personnel à long terme ○ Actifs biologiques et produits agricoles ○ Immobilisations incorporelles
 - Actifs des concessions de services et passifs associés
 - Instruments financiers
 - Avantages sociaux
- Exonération de trois ans pour la comptabilisation et l'évaluation des revenus sans change •
- Exonérations lorsque les actifs/passifs associés ne sont pas comptabilisés ou évalués ○ Coûts d'emprunt
- Baux
- Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels
- Combinaisons du secteur public
- Informations sur les parties liées
- Participations dans d'autres entités

L'une des principales exemptions prévues par IPSAS 33 qui affectent l'image fidèle et la conformité concerne l'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs.

Lorsqu'un premier adoptant n'a pas comptabilisé d'actifs et/ou de passifs selon sa méthode comptable précédente, il n'est pas tenu de comptabiliser et/ou d'évaluer les actifs et/ou passifs suivants pour les périodes de reporting commençant à une date située dans les trois ans suivant la date d'adoption des IPSAS :

- a) Stocks (voir [IPSAS 12, Stocks](#)) ; b) Immeubles de placement (voir [IPSAS 16, Immeubles de placement](#)) ; c) Immobilisations corporelles (voir [IPSAS 17, Immobilisations corporelles](#)) ; d) Régimes à prestations définies et autres avantages du personnel à long terme (voir [IPSAS 39, Avantages du personnel](#)) ; e) Actifs biologiques et produits agricoles (voir [IPSAS 27, Agriculture](#)) ; f) Immobilisations incorporelles (voir [IPSAS 31, Immobilisations incorporelles](#)) ; g) Actifs des concessions de services et passifs associés, soit selon le modèle du passif financier, soit selon le modèle de l'octroi d'un droit à l'opérateur (voir [IPSAS 32, Accords de concession de services : concédant](#)) ;
- h) Instruments financiers (voir [IPSAS 29, Instruments financiers ; comptabilisation et évaluation ou IPSAS 41, Instruments financiers](#)) ; et
- i) Avantages sociaux (voir [IPSAS 42, Avantages sociaux](#)).

Un premier adoptant peut modifier sa méthode comptable en ce qui concerne la comptabilisation et/ou l'évaluation des actifs et/ou des passifs sur une base classe par classe ou catégorie par catégorie lorsque l'utilisation de classes ou de catégories est autorisée dans le IPSAS applicables. Ainsi, par exemple, une entité peut modifier ses méthodes comptables concernant la comptabilisation et l'évaluation des véhicules au cours d'une période de reporting, et modifier ses méthodes comptables concernant la comptabilisation et l'évaluation des terrains et des bâtiments au cours d'une période ultérieure, à mesure qu'elle obtient les informations pertinentes, car IPSAS 17 autorise l'utilisation de classes. Cela permet à une entité de fournir des informations utiles sur les catégories d'actifs ou de passifs pour lesquels ces informations sont disponibles, sans avoir à attendre que les informations soient disponibles pour chaque actif ou passif couvert par une IPSAS particulière.

Ces exemptions transitoires visent à accorder au premier adoptant un délai pour développer des modèles fiables de comptabilisation et/ou d'évaluation de ses actifs et/ou passifs pendant la période de transition.

Une exemption similaire est disponible pour la comptabilisation et l'évaluation des revenus hors change. Un premier adoptant n'est pas tenu de modifier sa méthode comptable en ce qui concerne la comptabilisation et l'évaluation des produits sans change pendant une période pouvant aller jusqu'à trois ans. Encore une fois, cela vise à donner au premier adoptant un délai pour développer des modèles fiables pour reconnaître et/ou mesurer ses revenus hors échange. Comme pour les actifs et les passifs, un premier adoptant peut modifier ses méthodes comptables pour les revenus hors change, classe par classe. Par exemple, il faudra peut-être moins de temps pour développer un modèle fiable de comptabilisation et de mesure des impôts fonciers que pour développer un modèle équivalent pour les impôts sur le revenu.

D'autres exemptions sont disponibles lorsque les actifs ou passifs concernés n'ont pas été comptabilisés ou évalués. Par exemple, une entité qui n'a pas comptabilisé ou évalué ses immobilisations corporelles ne serait pas en mesure d'activer les coûts d'emprunt conformément à [IPSAS 5, Coûts d'emprunt](#). Un premier adoptant n'est pas tenu de se conformer à [IPSAS 5 tant qu'il n'a plus recours à l'exemption de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations corporelles](#). De même, jusqu'à ce que le premier adoptant ne se prévale plus de l'exemption de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations corporelles, il n'est pas tenu d'appliquer les exigences liées aux contrats de location-financement, ni de comptabiliser et/ou évaluer un passif lié à l'acquisition. première estimation des coûts de démontage et d'enlèvement d'un bien et de remise en état du site sur lequel se trouve le bien.

Pour des raisons similaires, une entité n'est pas tenue de comptabiliser les actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement du secteur public (voir [IPSAS 40, Regroupements du secteur public](#)) s'il n'a pas encore comptabilisé cette catégorie d'actifs ou de passifs. Toutefois, s'il ne comptabilise pas tous les actifs et passifs associés à un regroupement du secteur public, il n'est pas autorisé à comptabiliser le goodwill. Au lieu de cela, la différence entre la contrepartie payée et les actifs/passifs nets comptabilisés est comptabilisée dans l'actif net/capitaux propres.

Un premier adoptant n'est pas tenu de divulguer les relations avec les parties liées, les transactions entre parties liées et les informations sur les principaux dirigeants pour les périodes de reporting commençant à une date située dans les trois ans suivant la date d'adoption des IPSAS, bien qu'il soit encouragé à divulguer toute information qui est connu.

Lorsqu'un premier adoptant n'a pas comptabilisé ses intérêts dans des entités contrôlées, des entreprises associées ou des coentreprises selon son précédent référentiel comptable, il n'est pas tenu de comptabiliser et/ou d'évaluer ses intérêts dans d'autres entités en tant qu'entité contrôlée, entreprise associée ou coentreprise. pour les périodes de reporting commençant à une date située dans les trois ans suivant la date d'adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice.

Lorsqu'un premier adoptant présente des états financiers consolidés, il n'est pas tenu d'éliminer tous les soldes, transactions, produits et dépenses entre les entités au sein de l'entité économique pendant la période de transition. De même, un investisseur n'est pas tenu d'éliminer sa part dans l'excédent et le déficit résultant des transactions en amont et en aval entre l'investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise pendant la période de transition.

IPSAS 33 – Exemptions not affecting Fair Presentation and Compliance

- Utilisation du coût présumé pour évaluer les actifs et/ou les passifs
 - Stocks ◦
 - Immeubles de placement ◦
 - Immobilisations corporelles ◦ Immobilisations incorporelles (sous conditions)
 - Instruments financiers
 - Actifs des concessions de services
- Uniquement lorsque le coût d'acquisition n'est pas disponible • Le coût présumé est la juste valeur ou le montant d'une évaluation antérieure • Informations comparatives et résumés historiques (états financiers) • Effets des variations des taux de change • Coûts d'emprunt
- Baux
- Information sectorielle •
- Dépréciations •
- Avantages du personnel
- Instruments financiers
- Actifs incorporels •
- Accords de concession de services
- Intérêt dans d'autres entités
- Avantages sociaux

Un premier adoptant peut choisir d'évaluer les actifs et/ou passifs suivants à leur juste valeur lorsque des informations fiables sur les coûts des actifs et des passifs ne sont pas disponibles, et utiliser cette juste valeur comme coût présumé pour :

a) Inventaire (voir IPSAS 12) ; b)

Immeubles de placement, si le premier adoptant choisit d'utiliser le modèle de coût d'IPSAS 16 ; c) Immobilisations corporelles (voir IPSAS 17) ; d) Immobilisations incorporelles,

autres que les immobilisations incorporelles générées en interne (voir IPSAS 31) qui satisfont :

(i) Les critères de comptabilisation de la norme IPSAS 31 (à l'exclusion du critère d'évaluation fiable) ; et (ii) les critères de réévaluation d'IPSAS 31 (y compris l'existence d'un marché actif) ;

e) Instruments financiers (voir IPSAS 29 ou IPSAS 41) ; ou f) Actifs de concession de services (voir IPSAS 32).

Le coût présumé ne peut être déterminé que lorsque le coût d'acquisition de l'actif et/ou du passif n'est pas disponible. Le coût présumé suppose que l'entité avait initialement comptabilisé l'actif et/ou le passif à la date donnée. L'amortissement ultérieur est fondé sur ce coût présumé, en partant du principe que le coût d'acquisition est égal au coût présumé. Par exemple, un premier adoptant peut choisir d'évaluer les immobilisations corporelles au coût présumé à la date d'adoption des IPSAS parce que les informations sur le coût de l'immobilisation corporelle n'étaient pas disponibles à cette date et d'utiliser la juste valeur, comme son coût réputé à cette date. Toute dépréciation ultérieure est basée sur la juste valeur déterminée à cette date et commence à compter de la date à laquelle le coût réputé a été déterminé.

L'utilisation du coût présumé n'est pas considérée comme une réévaluation ou l'application du modèle de la juste valeur pour une évaluation ultérieure conformément aux autres IPSAS.

Un premier adoptant peut choisir d'utiliser le montant de la réévaluation d'une immobilisation corporelle selon son précédent référentiel comptable comme coût réputé si la réévaluation était, à la date de la réévaluation, globalement comparable à :

a) Juste valeur ; ou

b) Coût ou coût amorti, le cas échéant, conformément aux IPSAS ajusté pour refléter, pour par exemple, les changements dans un indice de prix général ou spécifique.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant la présentation d'informations comparatives. Un premier adoptant n'est pas tenu de présenter des informations comparatives dans ses premiers états financiers IPSAS de transition ou dans ses premiers états financiers IPSAS, bien qu'il soit encouragé à le faire. Si une première version adoptée présente des informations comparatives, ces informations doivent être présentées conformément aux exigences d'IPSAS 1.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les variations des taux de change. À la date d'adoption des IPSAS, un premier adoptant n'est pas tenu de se conformer aux exigences relatives aux écarts de conversion cumulés qui existent à cette date. Si un premier adoptant utilise cette exemption :

a) Les écarts de conversion cumulés pour toutes les opérations à l'étranger sont réputés nuls à la date de l'adoption des IPSAS ; et

b) Le gain ou la perte résultant d'une cession ultérieure de toute activité à l'étranger exclut les différences de conversion survenues avant la date d'adoption des IPSAS et inclut les différences de conversion ultérieures.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les coûts d'emprunt. Cela s'ajoute à l'exemption qui affecte la présentation fidèle et la conformité dont il a été question précédemment. Si un premier adoptant bénéficie de cette deuxième exemption, il n'est pas tenu d'appliquer les exigences d'IPSAS 5 de manière rétrospective. Le premier adoptant est autorisé à désigner n'importe quelle date antérieure à la date d'adoption des IPSAS et à appliquer IPSAS 5 de manière prospective à compter de cette date désignée.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les contrats de location. Cela s'ajoute à l'exemption qui affecte la présentation fidèle et la conformité dont il a été question précédemment. Un premier adoptant doit classer tous les contrats de location existants comme contrats de location simple ou contrats de location-financement sur la base des circonstances existant au début du contrat, dans la mesure où celles-ci sont connues à la date d'adoption des IPSAS. Toutefois, lorsque le preneur et le bailleur ont convenu de modifier les dispositions du contrat de location entre la date de début du contrat et la date d'adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice d'une manière qui aurait entraîné une classification différente du contrat de location au date d'adoption, l'accord révisé est considéré comme un nouvel accord. Un premier adoptant prend en compte les dispositions du nouvel accord à la date d'adoption des normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice pour classer le contrat de location en tant que contrat de location simple ou de location-financement.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant l'information sectorielle. Un premier adoptant n'est pas tenu de présenter des informations sectorielles pour les périodes de reporting commençant à une date située dans les trois ans suivant la date d'adoption des IPSAS.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les dépréciations. Un premier adoptant applique les exigences en matière de dépréciation des IPSAS 21 et 26 de manière prospective à compter de la date d'adoption des IPSAS. Cela s'applique aux actifs comptabilisés et évalués conformément aux IPSAS à cette date. D'autres actifs peuvent ne pas être comptabilisés et évalués conformément aux IPSAS à cette date car le premier adoptant a bénéficié d'exemptions permettant de ne pas comptabiliser les actifs pendant la période de transition. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation au moment où ils sont comptabilisés ou évalués conformément aux IPSAS.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les avantages du personnel, notamment les régimes à prestations définies et autres avantages du personnel à long terme. Pour ces éléments, si le passif initial comptabilisé et évalué selon les IPSAS est supérieur ou inférieur au passif qui a été comptabilisé et évalué à la fin de la période comparative selon la méthode comptable précédente du premier adoptant, le premier adoptant comptabilise la différence dans l'excédent ou le déficit accumulé d'ouverture. La différence est comptabilisée dans la période au cours de laquelle les éléments sont comptabilisés et/ou évalués, qui peut être à la date d'adoption des IPSAS, ou à une date ultérieure si le premier adoptant a eu recours à l'allègement transitoire (discuté plus haut dans ce document). module) qui lui permet de ne pas comptabiliser les actifs et les passifs pendant un délai maximum de trois ans.

Un premier adoptant comptabilise toutes les réévaluations cumulées dans l'excédent ou le déficit accumulé d'ouverture au cours de la période au cours de laquelle les éléments sont comptabilisés et/ou évalués.

IPSAS 33 prévoit diverses exemptions concernant les instruments financiers. IPSAS 41 a été publiée en 2018 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Il est conseillé aux entités qui passent à la comptabilité d'exercice IPSAS, mais qui n'ont pas encore mis en œuvre la comptabilisation des instruments financiers, de passer directement à IPSAS 41. Cependant, certaines entités qui sont en train de passer à la comptabilité d'exercice IPSAS et mettent peut-être déjà en œuvre IPSAS 29.

Étant donné que certaines comptabilisations des instruments financiers selon IPSAS 41 diffèrent de celles selon IPSAS 29, certaines des exemptions prévues dans IPSAS 33 varient également. Les exemptions évoquées ci-dessous s'appliquent à la fois à IPSAS 41 et à IPSAS 29, sauf indication contraire.

- Un premier adoptant doit évaluer les conditions de l'instrument financier pour déterminer s'il contient à la fois une composante passif et une composante actif net/capitaux propres. Cependant, IPSAS 33 permet un premier adoptant de ne pas séparer ces deux parties si la composante passif n'est plus en cours à la date d'adoption des IPSAS.
- Un premier adoptant peut désigner des instruments financiers comme disponibles à la vente (dans le cas de actifs financiers comptabilisés selon IPSAS 29 uniquement) ou à la juste valeur par résultat – à condition que les critères de désignation soient remplis – à la date d'adoption des IPSAS (plutôt qu'à la date initiale). reconnaissance).
- Un premier adoptant peut désigner un investissement dans un instrument de capitaux propres comme étant à la juste valeur via actif net/capitaux propres (IPSAS 41 uniquement).
- Un premier adoptant applique les exigences de décomptabilisation aux instruments financiers. prospectivement à compter de la date d'adoption des IPSAS (ou une fois que les instruments financiers auront été reconnu si le premier adoptant se prévaut des dispositions transitoires décrites plus haut dans le présent document. module). Toutefois, le premier adoptant peut appliquer les exigences de décomptabilisation de manière rétrospective. à compter d'une date de leur choix, à condition que les informations nécessaires aient été obtenues au moment de comptabilisant initialement ces transactions.
- Si un premier adoptant a désigné une position nette comme élément couvert conformément à son précédent base de comptabilité, il peut désigner un élément individuel au sein de cette position nette (ou une position nette si qui répond aux exigences d'IPSAS 41) en tant qu'élément couvert selon IPSAS, à condition que qu'il le fasse au plus tard à la date d'adoption des IPSAS (ou une fois que les instruments financiers auront été reconnu si le premier adoptant se prévaut des dispositions transitoires décrites précédemment dans ce module).

- Toutefois, si un premier adoptant avait désigné une transaction comme couverture mais que la couverture ne remplit pas les conditions de la comptabilité de couverture selon les IPSAS, le premier adoptant applique IPSAS 29 ou IPSAS 41 pour mettre fin à la comptabilité de couverture.
- Un premier adoptant évalue si un actif financier remplit les conditions pour être évalué au coût amorti ou à la juste valeur par actif net/capitaux propres sur la base des faits et circonstances qui existent à la date d'adoption des IPSAS (IPSAS 41), seulement).
- S'il est impossible d'évaluer un élément de valeur temporelle de l'argent modifié sur la base des faits et circonstances qui existent à la date de transition aux IPSAS, une entité doit évaluer les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de cet actif financier sur la base des faits, et les circonstances qui existaient à la date d'adoption des IPSAS sans tenir compte des exigences liées à la modification de l'élément valeur temporelle de l'argent (IPSAS 41 uniquement).
- S'il est impossible d'évaluer si la juste valeur d'un élément de remboursement anticipé est négligeable sur la base des faits et circonstances qui existent à la date de transition aux IPSAS, une entité doit évaluer les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de cet actif financier sur la base des faits et circonstances qui existaient à la date d'adoption des IPSAS sans tenir compte de l'exception relative aux caractéristiques de remboursement anticipé d'IPSAS 41 (IPSAS 41 uniquement).
- S'il est impossible pour une entité d'appliquer rétrospectivement la méthode du taux d'intérêt effectif, la juste valeur de l'actif financier ou du passif financier à la date d'adoption des IPSAS doit être la nouvelle valeur comptable brute de cet actif financier ou le nouveau coût amorti de ce passif financier à la date d'adoption des IPSAS (IPSAS 41 uniquement).
- Un premier adoptant applique les exigences concernant la dépréciation des instruments financiers de manière prospective à compter de la date d'adoption des IPSAS (ou une fois que les instruments financiers ont été comptabilisés si le premier adoptant s'appuie sur les dispositions transitoires décrites plus haut dans ce module). Au moment où les instruments financiers sont comptabilisés et évalués conformément aux IPSAS, le premier adoptant évalue s'il existe une indication que l'instrument financier a subi une dépréciation. Toute perte de valeur encourue est comptabilisée dans le surplus ou le déficit cumulé d'ouverture de la période.
- Un premier adoptant utilise des informations raisonnables et justifiables disponibles sans coûts ni efforts excessifs pour déterminer le risque de crédit à la date à laquelle les instruments financiers ont été initialement comptabilisés et le compare au risque de crédit à la date d'adoption des IPSAS (IPSAS 41), seulement).
- Pour déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, un premier adoptant peut appliquer l'hypothèse selon laquelle le risque de crédit sur un instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale s'il est déterminé que l'instrument financier a un faible le risque de crédit à la date de clôture ; et la présomption réfutable selon laquelle le risque de crédit sur un actif financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours (IPSAS 41 uniquement).
- Si, à la date d'adoption des IPSAS, déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale d'un instrument financier nécessiterait des coûts ou des efforts excessifs, un premier adoptant comptabilise une provision pour perte d'un montant égal à pertes de crédit attendues sur la durée de vie à chaque date de clôture jusqu'à ce que cet instrument financier soit décomptabilisé (IPSAS 41 uniquement)
- Lorsque le premier adoptant choisit de présenter des informations comparatives dans ses états financiers IPSAS transitoires ou dans ses premiers états financiers IPSAS, il n'est pas tenu de présenter des informations sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers pour la période comparative. Les exigences d'information d'IPSAS 30 sont appliquées de manière prospective à compter de la date d'adoption des IPSAS (ou une fois que les instruments financiers ont été comptabilisés si le premier adoptant s'appuie sur les dispositions transitoires décrites plus haut dans ce module).

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les immobilisations incorporelles. Un premier adoptant peut comptabiliser et/ou évaluer une immobilisation incorporelle générée en interne si elle répond à la fois à la définition d'une immobilisation incorporelle et aux critères de comptabilisation, même si le premier adoptant a, selon son référentiel comptable précédent, passé en charges ces coûts. . Un coût réputé ne peut pas être déterminé pour les actifs incorporels générés en interne.

IPSAS 33 prévoit une exemption concernant les accords de concession de services. Lorsqu'un premier adoptant choisit d'évaluer les actifs d'une concession de services en utilisant le coût présumé, les passifs associés sont évalués en utilisant :

- a) Les flux de trésorerie contractuels restants spécifiés dans l'accord contraignant et le taux prescrit (modèle de responsabilité financière) ; ou
- b) La juste valeur de l'actif diminuée des éventuels passifs financiers, ajustée pour refléter la période restante de le régime de concession de services (octroi d'un droit au modèle de l'opérateur).

Toute différence entre la valeur de l'actif de la concession de services et le passif financier selon le modèle du passif financier est comptabilisée dans l'excédent ou le déficit cumulé d'ouverture de la période au cours de laquelle les éléments sont comptabilisés et/ou évalués.

IPSAS 33 prévoit des exemptions pour les circonstances dans lesquelles une entité contrôlée et son entité contrôlante deviennent des premiers adoptants à des moments différents.

IPSAS 33 prévoit également d'autres exemptions concernant les participations dans d'autres entités.

Un premier adoptant qui est une entité contrôlée évalue s'il s'agit d'une entité d'investissement sur la base des faits et circonstances qui existent à la date d'adoption des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Lorsqu'un premier adoptant a comptabilisé son investissement dans une coentreprise selon son précédent référentiel comptable en utilisant la consolidation proportionnelle, l'investissement dans la coentreprise est évalué à la date d'adoption comme la somme de la valeur comptable des actifs et des passifs, que l'entité avait précédemment consolidée proportionnellement. Ceci est considéré comme le coût présumé de l'investissement lors de la comptabilisation initiale. Un premier adoptant teste la dépréciation de l'investissement à la date d'adoption. Si la somme des valeurs comptables donne lieu à des actifs nets négatifs, le premier adoptant évalue s'il a des obligations juridiques ou implicites en relation avec les actifs nets négatifs et, si tel est le cas, comptabilise un passif correspondant. Si le premier adoptant conclut qu'il n'a pas d'obligations juridiques ou implicites concernant l'actif net négatif, il ajuste le surplus ou le déficit accumulé à la date d'adoption.

IPSAS 33 prévoit des exonérations en matière d'avantages sociaux. Cela s'ajoute à l'exemption qui affecte la présentation fidèle et la conformité dont il a été question précédemment. Un premier adoptant doit déterminer son passif initial au titre d'un régime de prestations sociales à la date d'adoption des IPSAS (ou à la date pendant la période de transition à laquelle les prestations sociales sont comptabilisées après la date d'adoption des IPSAS) conformément à IPSAS 42. , Avantages sociaux.

Si ce passif initial est supérieur ou inférieur au passif qui a été comptabilisé et/ou évalué à la fin de la période comparative selon la méthode comptable précédente du premier adoptant, celui-ci comptabilise cette augmentation/diminution du montant accumulé d'ouverture. excédent ou déficit dans la période au cours de laquelle les prestations sociales sont comptabilisées et/ou évaluées.

IPSAS 33 - Disclosures

- Informations destinées aux utilisateurs des états financiers transitoires
- Divulgations pendant la période de transition :
 - Explication du passage aux IPSAS
 - Réconciliations
 - Divulgations dans lesquelles le coût présumé est utilisé
 - Exemptions des informations à fournir dans les IPSAS.

IPSAS 33 comprend des exigences d'information. Celles-ci sont destinées à fournir des informations utiles aux utilisateurs des états financiers IPSAS transitoires pour évaluer ces états financiers et les progrès du premier adoptant dans la transition vers les IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En particulier, les divulgations comprennent

- Une explication de la transition vers les IPSAS (y compris des informations sur la manière dont la transition la méthode comptable antérieure selon les normes IPSAS a affecté sa situation financière présentée).
- Rapprochements des montants déclarés conformément à sa méthode comptable précédente et des soldes d'ouverture déclarés à la date d'adoption des IPSAS.
- Des informations expliquant comment le premier adoptant a utilisé le coût présumé.

Lorsqu'un premier adoptant a profité d'une exemption et n'a donc pas comptabilisé et/ou évalué des éléments conformément aux IPSAS, il n'est pas tenu d'appliquer les exigences de présentation et d'information associées jusqu'à ce qu'il comptabilise et évalue ces éléments conformément aux IPSAS. Par exemple, si un premier adoptant ne comptabilise pas et n'évalue pas les immobilisations corporelles dans ses premiers états financiers IPSAS transitoires, il n'est pas tenu de présenter les postes relatifs aux immobilisations corporelles dans ces états financiers, ni d'inclure toute information relative aux immobilisations corporelles.

IPSAS 33 – Comprehensive Coverage

- IPSAS 33 répertorie toutes les exemptions applicables
- Couverture complète des questions de transition
- IPSAS 33 est un « guichet unique »
- Utile car tout est rassemblé au même endroit

IPSAS 33 a été publiée en 2015 et offre, pour la première fois, une couverture complète de toutes les exigences IPSAS liées à la première adoption des IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En rassemblant toutes les exigences en un seul endroit, il aide les préparateurs à réfléchir à la manière de passer aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Useful information for first-time adoption

- Étude 14, Transition vers la comptabilité d'exercice
 - Orientation pour les gouvernements et les entités gouvernementales
 - Orienté vers la pratique (« Comment le faire »)
 - Comprend des suggestions sur la gestion de projet
 - Ne fait pas autorité (pas une IPSAS)
- Études de cas sur le site Web de l'IPSASB
 - Costa Rica
 - Guatemala
 - Malte
 - Malaisie
 - Panamá
 - Suisse

Le site Web de l'IPSASB comprend des informations qui seront utiles à ceux qui adoptent les IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice. Les ressources disponibles comprennent l'étude 14, qui fournit des conseils pratiques sur le processus de transition et des études de cas de certains pays qui ont adopté les normes IPSAS ou sont en train de le faire.

Practical Issues

La deuxième section de ce module intègre une discussion sur les questions pratiques à aborder lors de la transition vers les normes IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice. Les informations suivantes sont destinées à fournir un point de départ pour ces discussions.

Challenges

- Nécessité d'apporter des changements culturels et de mentalité – de l'utilisation de la comptabilité de caisse à la comptabilité d'exercice
- Surmonter la résistance au changement
- Intégration des systèmes informatiques
- Intégration des registres départementaux et comptables
- Développer des registres d'actifs – immobilisations corporelles, y compris les infrastructures actifs
- Consolidation

Critical Success Factors

- Fort soutien politique au plus haut niveau des élus.
- Engagement de mise en œuvre de la part des hauts fonctionnaires nommés.
- Budget initial, planification du projet et analyse des écarts
- Identifier les besoins : systèmes d'information, formation, législation, soutien externe, projet. budget
- Le personnel est ouvert à la formation et acceptera une perspective de comptabilité d'exercice.
- Reconnaissance que la réforme vise à améliorer la gestion financière et non seulement un exercice de comptabilité.

Lessons

- L'adoption des IPSAS doit être traitée comme un tout intégré et comme une priorité du pays. • Soutien actif au sommet (politique et managérial) de l'ensemble du gouvernement, y compris « IPSAS ». champion"
 - Nécessité d'un plan de mise en œuvre complet avec des délais réalistes, de la flexibilité et autorisation de modifier
 - Chef de projet et équipe de projet efficaces
 - Utilisation efficace de ressources limitées
 - Théorie et pratique efficaces du type « apprendre-faire » • Stratégie de communication efficace •
- La réforme des systèmes informatiques fait partie intégrante dès le début • Formation efficace sur la signification et l'utilisation des informations d'accumulation • Nécessité de s'éloigner des activités quotidiennes – retraite et ateliers • S'attaquer à l'inventaire des actifs dès le début – ne le laissez pas jusqu'à la fin. • Il n'est pas nécessaire de passer d'abord aux normes IPSAS (certains gouvernements ont trouvé cela bénéfique)

Risk Approach

- Analyse des risques – Impact et probabilité • Se concentrer sur un impact élevé, une probabilité élevée •
- Faible impact – Important ?
- Faible probabilité – Examen limité ?

People

- Projet de gestion du changement •
- Groupe de projet
- Communications
 - Vendre des avantages
- Équipes financières
- Autres membres du personnel
 - Gestionnaires / Détenteurs de Budget
 - Fournisseurs d'informations
- Entraînement

Political Support

- Projet
 - Leadership
 - Législation
- Ressources
- Exemples de problèmes
 - Actifs identifiés
 - Créances douteuses
 - Agées
 - Agences de notation de crédit

Practical Issues: Current Assets

Article	Base de trésorerie	Source d'information
Espèces et espèces Equivalents	La confirmation inclut les équivalents de trésorerie	Politique sur les équivalents de trésorerie Dossiers d'investissement
Créances (Échange / Non- Échange)	Non inclus	Dossiers des débiteurs La mesure? Partage actuel/long terme ?
Portion actuelle de Long terme Créances	Non inclus	Dossiers des débiteurs La mesure? Partage actuel/long terme ?
Inventaire	Non inclus	Registres d'inventaire ? La mesure?

Practical Issues: Non-Current Assets

Article	Base de trésorerie	Source d'information
Propriétés, usines et Équipement	Non inclus	Registre des actifs ? <small>Factures de services publics</small> Dossiers d'impôt foncier
Actifs incorporels	Non inclus	Registres d'inventaire Il est peu probable que nous disposions d'informations sur les actifs incorporels générés en interne
Long terme Créances	Non inclus	Dossiers des débiteurs La mesure? Partage actuel/long terme ?
Investissements	Non inclus	Dossiers d'investissement ? La mesure? Partage actuel/long terme ?

Practical Issues: Current Liabilities

Article	Base de trésorerie	Source d'information
Commerce et autres Dettes	Non inclus	Dossiers des créanciers La mesure? Partage actuel/long terme ?
Des provisions	Non inclus	Processus d'identification ? Équipes juridiques Gestionnaires
Emprunt	Non inclus	Dossiers d'emprunt La mesure? Partage actuel/long terme ?
Avantages sociaux (Actuel)	Non inclus	Systèmes RH Des actuaire ? Échantillonnage (p. ex., congés accumulés)

Practical Issues: Non-Current Liabilities

Article	Base de trésorerie	Source d'information
Avantages sociaux (Non actuel)	Non inclus	Systèmes RH Actuaires (particulièrement définis Pensions à cotisations)
Locations financières	Non inclus	Processus d'identification ? Des dossiers juridiques ? Registres de propriété ? Classification et mesure
Emprunt à long terme Non inclus		Dossiers d'emprunt La mesure? Partage actuel/long terme ?
Concession de services Dispositions	Non inclus	Contrats Classification et mesure

Practical Issues: Net Assets / Equity

Article	Base de trésorerie	Source d'information
Réserves	Non inclus	Registres des décisions • Ministérielle • Administratif
Excédent accumulé Ou déficit	Équilibre; n'inclura pas tous les ajustements pour les éléments de régularisation	Ajustements via Accumulé Excédent ou déficit Peut être calculé par différence

Adjustments through Accumulated Surplus or Deficit

Immobilisations corporelles	105 250
Argent à la banque	10 350
Actif total	115 600
Prêts	(104 500)
Responsabilités totales	(104 500)
Excédent/Déficit accumulé	11 100

Discussion and Questions

Ceci conclut notre introduction à la première adoption des IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice.

Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Visitez la page Web de l'IPSASB :

<http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

Dans quelles circonstances une entité doit-elle préparer des états financiers transitoires selon les normes IPSAS ? Pourquoi?

question 2

Parmi les exemptions suivantes prévues par IPSAS 33 (le cas échéant), lesquelles n'affectent PAS la présentation fidèle et la conformité ?

- a) Exonération de trois ans pour la comptabilisation et/ou l'évaluation des immobilisations corporelles
- b) Utilisation du coût présumé pour évaluer les immobilisations corporelles
- c) Exonération de trois ans pour la comptabilisation et l'évaluation des revenus hors change
- d) Exonération de présentation d'informations comparatives dans les premiers états financiers
- e) Informations relatives aux parties liées

Answers to Review Questions

question 1

Une entité doit préparer des états financiers transitoires selon les normes IPSAS lorsqu'elle profite de tout ou partie des exemptions prévues par IPSAS 33 qui affectent la présentation fidèle et la conformité.

Les premiers états financiers IPSAS d'une entité doivent présenter fidèlement la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Ce ne sera pas le cas lorsqu'une entité utilise les exemptions prévues par IPSAS 33 qui affectent la présentation fidèle des états financiers et la capacité de l'entité à affirmer sa conformité aux IPSAS selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Jusqu'à ce que le premier adoptant soit en mesure d'affirmer sa conformité aux IPSAS sur la base de la comptabilité d'exercice, il doit préparer des états financiers transitoires selon les IPSAS. Un premier adoptant ne peut revendiquer une conformité totale aux IPSAS que s'il s'est conformé à toutes les exigences des IPSAS applicables à compter de cette date (à l'exception des exemptions autorisées par IPSAS 33 qui n'affectent pas la présentation fidèle et la conformité).

question 2

La réponse est (b) et (d).

Les exemptions de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations corporelles et des produits sans change empêcheront une entité de présenter fidèlement sa situation financière, sa performance financière et/ou ses flux de trésorerie. La divulgation d'informations sur les parties liées est nécessaire pour que les utilisateurs comprennent pleinement les états financiers. Ces exemptions affectent donc la présentation fidèle et la conformité.

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez permissions@ifac.org.